



# URBA-INFO

La lettre de la législation sur  
l'urbanisme



## Édito

Cette édition bimestrielle vous présente deux réponses ministérielles, l'une relative à l'interprétation de l'article 42 de la loi ÉLAN et l'autre relative à la caducité des plans d'occupation des sols. Ce numéro présente également les réseaux animés, sur des thématique urbanistiques, par trois des bureaux de la sous-direction de la qualité du cadre de vie de la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages.

Bonne lecture et joyeuses fêtes de fin d'année.

**n° 43 - NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2020**

Lettre mensuelle du bureau de la législation de l'urbanisme

## Actualités

**Réponse du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales publiée au JO de l'Assemblée nationale du 20 octobre 2020 à la question écrite n° 26209 de Mme Stéphanie Kerbarh relative à l'interprétation de l'article 42 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ÉLAN)**

La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ÉLAN) a modifié la loi littoral à plusieurs titres. Parmi ces évolutions, figure l'assouplissement apporté à la dérogation au principe d'urbanisation en continuité prévue, pour les constructions agricoles, à l'article [L. 121-10](#) du code de l'urbanisme : d'une part, la condition tenant à l'incompatibilité de l'installation ou de la construction agricole ou forestière avec les zones habitées, antérieurement applicable, a été supprimée ; d'autre part, le bénéfice de cette dérogation a été étendu aux activités de culture marine. En contrepartie et afin d'éviter tout détournement, la loi ÉLAN a expressément interdit le changement de destination de ces constructions ou installations (alinéa 4 de l'article [L. 121-10](#) du code de l'urbanisme). Pour l'application de cette disposition, il n'y a pas lieu de distinguer les constructions édifiées avant l'entrée en vigueur de la loi ÉLAN et celles autorisées en vertu des nouvelles dispositions de l'article [L. 121-10](#) du code de l'urbanisme. Cette nouvelle disposition ne s'applique pas, en revanche, aux bâtiments agricoles anciens, édifiés avant l'institution du régime du permis de construire par la loi du 15 juin 1943 et dont l'usage agricole a depuis longtemps cessé en raison de leur abandon. La jurisprudence considère en effet que l'usage initial de ces bâtiments ne leur confère pas une destination agricole (CE, 28 décembre 2018, n° 408743). L'interdiction de changement de destination prévue par l'article [L. 121-10](#) ne leur est donc pas applicable. La loi ÉLAN renforce, par ailleurs, le rôle des documents de planification dans la déclinaison de la loi littoral à l'échelon local. C'est ainsi qu'il revient au schéma de cohérence territoriale

## Sommaire

Édito	1
Actualités	1
Jurisprudence	3
Dossier du mois :	6

- Réseaux urbanisme animés par la sous-direction de la qualité du cadre de vie de la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages.

Cette lettre a été réalisée avec les contributions des bureaux QV3, QV4 et QV5.

(SCoT) de déterminer les critères d'identification et la localisation des secteurs déjà urbanisés nouvellement prévus à l'article [L. 121-8](#) du code de l'urbanisme, puis au plan local d'urbanisme de procéder à leur délimitation. La loi ÉLAN donne une liste de critères pour aider à l'identification des secteurs déjà urbanisés, seuls secteurs qui, complémentairement aux agglomérations et aux villages, pourront donner lieu à une certaine densification : densité et continuité de l'urbanisation, présence d'équipements ou de lieux collectifs, structuration par des voies de circulation et des réseaux d'accès aux services publics d'eau potable, d'électricité, d'assainissement. Cette liste constitue pour les collectivités une grille de lecture pour caractériser ces secteurs au niveau local. En effet, ils n'ont volontairement pas été définis au niveau national afin d'en permettre une définition adaptée selon les territoires. Il apparaît que le SCoT du Pays des Hautes Falaises doit évoluer en vue d'identifier

**Réponse de M. Joël Giraud, secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales chargé de la ruralité publiée au JO du Sénat du 6 novembre 2020 à la question orale n° 1311S de Mme Viviane Artigalas relative à la caducité des plans d'occupation des sols**

Madame la sénatrice Artigalas, la caducité des plans d'occupation des sols (POS) est une affaire déjà très ancienne : elle était déjà prévue par la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, dite « [loi SRU](#) », qui visait leur remplacement progressif par des plans locaux d'urbanisme. C'était il y a bientôt vingt ans !

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite « [loi ALUR](#) », a fixé ce délai au 31 décembre 2015. Elle a toutefois laissé aux collectivités quatre années supplémentaires, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 2019, lorsqu'elles étaient engagées, au 31 décembre 2015, dans une démarche d'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). La loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique leur a ensuite octroyé un an supplémentaire pour terminer les procédures en cours, portant le délai au 31 décembre 2020.

Six années ont ainsi été laissées pour achever l'élaboration de ces PLUi, alors que le délai moyen d'élaboration de ces plans est d'environ quatre ans. Ces délais ont permis de considérablement réduire le nombre de POS concernés par la caducité. En 2014, il restait 7 500 POS actifs. Ils n'étaient plus que 800 au 1er janvier 2020 et 546 au 1er septembre.

les secteurs déjà urbanisés. Le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté d'agglomération Fécamp-Caux-littoral devra, par la suite, procéder à leur délimitation au regard des critères précisés par le SCoT. Dans cette période où les documents d'urbanisme évoluent pour tenir compte des nouvelles dispositions de la loi ÉLAN, certains territoires peuvent en effet rencontrer des difficultés pour faire aboutir leurs projets d'urbanisation. Toutefois, les préfets et leurs services demeurent pleinement mobilisés pour apporter leur appui et leur expertise aux communes qui les solliciteraient pour les accompagner.

Plus de 90 % des POS en vigueur ont donc été convertis en PLUi. Le nombre de communes qui reviendraient au RNU, faute d'avoir approuvé leur PLUi, s'en trouve donc, vous en conviendrez, particulièrement diminué.

Pour ces raisons et sans préjuger des propositions que pourraient faire les parlementaires, un nouveau report n'est pas envisagé par le Gouvernement. Il ne semble d'ailleurs pas y avoir de vecteur législatif qui permettrait d'inscrire ce report dans les textes, sauf à faire un cavalier budgétaire.

L'élaboration des PLUi doit être encouragée, car un tel document constitue pour les collectivités un outil leur permettant de définir et de mettre en œuvre une politique d'ensemble de l'aménagement et de l'urbanisme, à une échelle cohérente. Par rapport aux POS, ils permettent de définir des objectifs de mixité sociale et de qualité environnementale étant au cœur des enjeux actuels de notre société, et ce dans tous les territoires, quels qu'ils soient.

La caducité des plans d'occupation des sols ne bloque pas les projets des collectivités pour autant. Dans l'attente de l'entrée en vigueur du PLUi, le règlement national d'urbanisme permet à une collectivité d'autoriser des projets, y compris lorsque l'intérêt général le justifie et que cela ne porte pas atteinte aux espaces naturels et aux paysages, en dehors de l'enveloppe urbaine existante – solution que plusieurs communes ont d'ailleurs volontairement choisie dans un certain nombre de territoires.

## **Point de départ du délai de recours contre une autorisation d'urbanisme - Affichage - Interprétation de l'article [A. 424-16](#) du code de l'urbanisme :**

Les diverses mentions qui doivent figurer sur le panneau d'affichage du permis de construire ont notamment pour objet de mettre les tiers à même de consulter le dossier du permis. Si ces mentions doivent, en principe, figurer sur le panneau d'affichage, le Conseil d'Etat précise qu'une erreur ou omission entachant l'une d'entre elles ne conduit à faire obstacle au déclenchement du délai de recours que dans le cas où cette erreur est de nature à affecter la capacité des tiers à identifier, à la seule lecture du panneau d'affichage, le permis et

l'administration à laquelle il convient de s'adresser pour consulter le dossier. Ainsi, l'absence de mention de l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté n'entache pas l'affichage d'irrégularité dans la mesure où le panneau d'affichage renseignait les tiers sur l'administration à laquelle s'adresser. Par suite, cette omission ne fait pas obstacle au déclenchement du délai de recours contentieux à l'égard des tiers (CE, 16 octobre 2020, *Société Chemin de Trabacchina*, [429357](#)).

## **Travaux en copropriété - Qualité pour demander et obtenir une autorisation d'urbanisme :**

Le Conseil d'Etat précise qu'une demande d'autorisation d'urbanisme concernant un terrain soumis au régime juridique de la copropriété peut être régulièrement présentée par son propriétaire, son mandataire ou par une ou plusieurs personnes attestant être autorisées par lui à exécuter les travaux, alors même que la réalisation de ces travaux serait subordonnée à l'autorisation de l'assemblée générale de la copropriété, une contestation sur ce point ne pouvant être portée, le cas échéant, que devant le juge judiciaire.

Une contestation relative au défaut d'autorisation des travaux par l'assemblée générale de la copropriété ne saurait caractériser une fraude du pétitionnaire

visant à tromper l'administration sur la qualité qu'il invoque à l'appui de sa demande d'autorisation d'urbanisme, l'absence d'une telle autorisation ou un refus d'autorisation des travaux envisagés par l'assemblée générale étant, par eux-mêmes, dépourvus d'incidence sur la qualité du copropriétaire à déposer une demande d'autorisation d'urbanisme et ne pouvant être utilement invoqués pour contester l'autorisation délivrée (CE, 23 octobre 2020, *Ville de Paris et M.P...*, [425457](#)).

## **Taxe d'aménagement - Majoration pour travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou création d'équipements publics généraux (art. [L. 331-15](#) du code de l'urbanisme) - Proportionnalité au coût des travaux nécessaires en raison de l'importance des constructions nouvelles dans les secteurs en cause :**

Dans cette affaire, le Conseil d'Etat était chargé de se prononcer sur la légalité d'une délibération de l'organe délibérant d'un EPCI, prise en application de l'article [L. 331-15](#) du code de l'urbanisme, en vue d'appliquer dans certains secteurs d'une commune un taux majoré pour le calcul de la taxe d'aménagement. Il retient que pour être valide, cette majoration doit être proportionnée au coût des travaux de voirie ou de création d'équipements

publics rendus nécessaires en raison de l'importance des constructions nouvelles édifiées dans les secteurs en cause, et que cette validité ne peut se déduire de la seule absence de tout élément permettant de considérer que les équipements et aménagements prévus excèderaient les besoins du secteur (CE, 9 novembre 2020, *SCI V3J Promotion*, [438285](#)).

***Précision d'application de l'article [R. 442-1](#) du code de l'urbanisme - Le permis délivré en vue d'une « division primaire » s'observe au regard de l'unité foncière - Permis modificatif :***

Selon le Conseil d'Etat, par exception à la procédure de lotissement, la division d'une unité foncière prévue au a) de l'article [R. 442-1](#), dite « division primaire », permet à un pétitionnaire de demander et d'obtenir un permis de construire sur une partie de l'unité foncière existante alors que la division du terrain n'est juridiquement pas réalisée, celle-ci étant destinée à être accomplie après l'obtention du permis de construire. En raison de l'objet de ce procédé qui permet de combiner l'obtention de l'autorisation d'urbanisme nécessaire au projet et la division de l'unité foncière existante, le respect des

règles d'urbanisme doit être apprécié au regard de l'ensemble de l'unité foncière existant à la date à laquelle l'administration statue sur la demande, bien que cette dernière soit informée de la division à venir.

Dans l'hypothèse où, postérieurement à la division du terrain mais avant l'achèvement des travaux, le pétitionnaire dépose une demande de permis modificatif, il y a lieu d'apprécier la légalité de cette demande sans tenir compte des effets, sur le terrain d'assiette, de la division intervenue (CE, 12 novembre 2020, SCI du 3 rue Jules Gautier, [421590](#)).

***Précision sur le mode de calcul du nombre de places de stationnement exigées par le PLU en cas de travaux donnant plusieurs destinations à une même construction - Permis de construire relatif à un établissement recevant du public (ERP) alors que l'aménageur intérieur n'est pas encore connu lors de la demande - Portée de la mention de l'avis de la commission communale d'accessibilité :***

Dans cette affaire, le Conseil d'Etat s'est prononcé sur deux points.

Sur le premier point, le Conseil d'Etat indique que pour déterminer les obligations en matière d'aires de stationnement en cas de travaux donnant plusieurs destinations à une même construction, il convient, sous réserve de dispositions particulières prévues par le PLU, de calculer distinctement le nombre de places nécessaire pour chacune des destinations, puis de cumuler ces résultats. En cas de travaux sur une construction existante il convient d'en retrancher, dans un second temps, le nombre de places existantes afin d'en déduire le nombre de nouvelles places à créer.

Sur le second point il précise que lorsque l'aménagement intérieur de locaux constitutifs d'un établissement recevant du public (ERP) n'est pas connu lors du dépôt

de la demande de permis de construire, il résulte de l'article [L. 425-3](#) du code de l'urbanisme que l'autorité qui délivre le permis de construire doit mentionner expressément l'obligation de demander et d'obtenir l'autorisation spécifique au titre de l'article [L. 111-8](#) du code de la construction et de l'habitation avant l'ouverture au public. Cette obligation s'impose alors même que le contenu du dossier de demande de permis de construire témoignerait de la connaissance, par le pétitionnaire, de cette obligation. Le Conseil d'Etat considère que l'arrêté accordant le permis de construire ne peut se borner à mentionner que son bénéficiaire devra respecter les prescriptions formulées par l'avis de la commission communale d'accessibilité, lequel fait état de l'obligation, pour le demandeur, de solliciter l'autorisation prévue par le CCH (CE, 25 novembre 2020, M. et Mme D..., n°[430754](#)).



**Conditions de régularisation en cas de non-conformité des travaux au permis de construire initial - Possibilité de régulariser des travaux non achevés par l'obtention d'un permis de construire modificatif - Faculté pour l'autorité administrative d'imposer l'obtention d'un permis de construire de régularisation en phase de récolement - Possibilité de régulariser une construction achevée en obtenant un nouveau permis :**

Le Conseil d'Etat, fidèle à son approche pragmatique des autorisations d'urbanisme, précise les conditions de régularisation de travaux non conformes au permis de construire :

1. Tant que la construction autorisée par un permis de construire en cours de validité n'est pas achevée, l'autorité compétente peut délivrer un permis le modifiant. Dans ce cas, le Conseil d'Etat rappelle que les modifications apportées ne doivent pas remettre en cause, par leur nature ou leur ampleur, la conception générale du projet initial.
2. A compter de la date de réception en mairie de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux et lorsqu'un récolement des travaux

n'est pas obligatoire, en application des dispositions combinées des articles [L. 462-2](#) et [R. 462-6](#) du code de l'urbanisme, l'autorité compétente dispose d'un délai de trois mois pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration, au-delà duquel elle ne peut plus exiger du propriétaire qui envisage de faire de nouveaux travaux qu'il présente une demande de permis ou dépose une déclaration portant sur les éléments de la construction existante édifiés sans respecter le permis de construire précédemment obtenu ou la déclaration préalable précédemment déposée.

3. Si la construction achevée n'est pas conforme au projet autorisé, le titulaire du permis de construire conserve la faculté de solliciter la délivrance d'un nouveau permis de construire destiné à la régulariser, qui doit porter sur l'ensemble des éléments de la construction qui ont eu pour effet de modifier le bâtiment tel qu'il avait été initialement autorisé et respecter les règles d'urbanisme en vigueur à la date de son octroi.

(CE, 25 novembre 2020, M. et Mme N..., n°[429623](#))



# Réseaux urbanisme animés par la sous-direction de la qualité du cadre de vie de la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages

La sous-direction de la qualité du cadre de vie de la DHUP a mis en place plusieurs réseaux thématiques en matière d'urbanisme. Ces réseaux regroupent des agents d'administration centrale et des services déconcentrés

ainsi que des représentants des collectivités territoriales ou des acteurs économiques et sociaux intervenant dans la thématique concernée.

## 1. Présentation du club PLUi

### 1.1 Origine

Le club a été initié en 2012, au sortir des lois Grenelle de 2009 et 2010 et avant même la consécration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) via la [loi ALUR](#). Initialement mis en place pour impulser une dynamique de lancement de PLUi, il a d'abord pris la forme d'un appel à projet annuel avec des subventions aux porteurs de projet. L'objectif a été largement atteint et dès 2017, année importante de prise de compétence PLU par les intercommunalités, le club a ré-orienté son action vers la capitalisation et la mise en synergie des territoires et des acteurs pour mieux partager et valoriser les actions mises en œuvre localement.

### 1.2 Composition

Il compte aujourd'hui plus de 3 500 membres. C'est ainsi, par exemple, que des clubs territorialisés ont été déployés dans les régions et que le [site internet du club](#) est devenu un véritable centre de ressource pour

les territoires.

Le lien juridique entre SCOT et PLU(i) étant important, les clubs territorialisés se sont progressivement ouverts aux syndicats mixtes en charge de l'élaboration des SCOT et le COPIL national accueille en son sein depuis janvier 2020 la fédération nationale des SCOT.

### 1.3 Fonctionnement

Le Club PLUi pourrait ainsi être amené, dans les années à venir, à se ré-orienter à nouveau pour s'élargir aux fins de mieux porter et territorialiser les politiques publiques de nos ministères comme la prise en compte des risques, la production de logements, l'aménagement commercial, la lutte contre l'artificialisation des sols et l'objectif de « zéro artificialisation nette (ZAN) ».

Pour adhérer à ce réseau, il vous suffit d'adresser un mail à [club.plui@developpement-durable.gouv.fr](mailto:club.plui@developpement-durable.gouv.fr).

## 2. Présentation du réseau droit des sols : « clubs ADS »

### 2.1 Origine

Le réseau des « clubs ADS » a été créé suite à la réforme de la législation sur les autorisations d'urbanisme initiée par l'ordonnance du 8 décembre 2005. S'inspirant dans son fonctionnement de ce qui existait depuis 1995 pour les « clubs fiscalité », ce nouveau réseau devait permettre des échanges réguliers entre l'administration centrale et les services de l'Etat au niveau déconcentré notamment sur les pratiques liées à l'instruction des autorisations d'urbanisme.

### 2.2 Composition

Le réseau s'est construit dans la durée et comprend aujourd'hui 10 clubs ADS. Il couvre l'ensemble du territoire (métropole et outre-mer). Le bureau de l'application du droit des sols et de la fiscalité associée (QV5) anime ce réseau avec l'appui fonctionnel des CVRH. Chaque

club ADS est composé d'un référent au sein du bureau QV5, et de représentants de la filière ADS en service déconcentré (une ou deux personnes par DDT(M)/DEAL). Parmi ces représentants, une ou deux personnes sont choisies par les membres du club afin d'assurer le rôle de référents locaux (« têtes de réseau »).

### 2.3 Fonctionnement

Les clubs ADS favorisent la diffusion au niveau local de l'actualité législative, réglementaire et jurisprudentielle en matière d'urbanisme et concourent à la mise en place de bonnes pratiques liées à l'instruction des autorisations d'urbanisme y compris au niveau des communes. Le réseau est ainsi à l'origine de la rédaction des fiches qui composent le guide de l'instruction ADS à destination des services de l'Etat et de nombreux autres éléments de doctrine (Lettre de l'ADS, FAQ). Ce réseau est également l'occasion pour les membres de faire remonter au niveau

central certaines problématiques nécessitant par exemple un éclairage ou une interprétation juridique. Les clubs ADS sont aussi un levier important pour l'administration centrale en facilitant des retours de terrain rapides et pertinents pour la mise en œuvre de certaines évolutions du code de l'urbanisme, ou bien dans l'expertise qu'ils apportent sur des dossiers à enjeux.

## 2.4 Animation

L'animation s'effectue tout au long de l'année par des échanges réguliers entre le référent du bureau du droit des sols et de la fiscalité (QV5) et les différents membres des clubs. Par ailleurs, deux réunions annuelles sont organisées dans chaque club avec le concours des CVRH et des référents locaux.

## 3. Présentation du réseau Littoral et Urbanisme

### 3.1 Origine

Annoncé par l'[instruction du Gouvernement du 7 décembre 2015 relative aux dispositions particulières au littoral du code de l'urbanisme](#), le réseau "Littoral et Urbanisme" a officiellement été lancé le 11 mars 2016. Cette création faite suite à un audit du CGEDD de 2012 ayant conclu que la loi littoral était diversement mise en application par les services déconcentrés de l'Etat, tant au niveau des moyens qu'en ce qui concerne l'interprétation des dispositions législatives.

Le réseau est conçu comme un lieu d'échanges et un espace de diffusion des dernières actualités juridiques, des évolutions législatives passées et à venir, ainsi qu'un espace de retour d'expériences des services déconcentrés quant à l'application de la loi littoral dans leurs territoires. A titre d'exemple, il a permis de recueillir les avis et contributions des services locaux sur la mise à jour suite à la loi [ÉLAN](#) des fiches techniques annexées à la circulaire de 2015.

### 3.2 Composition

Le réseau est animé par le bureau de la législation de l'urbanisme (QV4) et regroupe un ou plusieurs référents littoraux au sein des DDT(M), DEAL et DREAL, aujourd'hui au nombre d'une cinquantaine. Il associe également des directions techniques concernées par les thématiques abordées, des représentants d'autres ministères (comme celui de l'Agriculture et de l'Alimentation), ainsi que des

agents du bureau de la planification urbaine et rurale (QV3) et du bureau du droit des sols et de la fiscalité (QV5).

### 3.3 Fonctionnement et animation

En temps normal, il est prévu de réunir le réseau deux fois par an sur le site de la Défense. Les réunions sont généralement organisées en deux temps, avec une présentation par QV4 des actualités législatives et réglementaires puis un partage d'expériences locales.

Une rencontre croisée des réseaux Littoral et Urbanisme et Domaine Public Maritime, piloté par la direction de l'eau et de la biodiversité (DEB/ELM2), s'est tenue en 2019 et devrait se tenir à nouveau afin d'aborder les sujets transversaux aux deux réseaux.

En raison du contexte sanitaire lié à l'épidémie de Covid-19, le réseau s'est tenu de manière dématérialisée en octobre et novembre 2020, sur quatre demi-journées, permettant la tenue de trois ateliers et une séance plénière.

L'avantage du réseau est de favoriser l'interactivité entre les participants, d'avoir un retour d'expérience concret, voire de permettre une synergie pour résoudre les points de blocage. Il fonctionne également via une liste de diffusion par messagerie électronique qui permet d'échanger tout au long de l'année.

## 4. Présentation du réseau Montagne et Urbanisme

### 4.1 Origine

Ce réseau a été créé par l'[instruction du 12 octobre 2018 relative aux dispositions particulières à la montagne du code de l'urbanisme](#) (première circulaire générale sur ce sujet).

### 4.2 Composition

Initialement il comprenait un correspondant dans chaque DDT ou DREAL de montagne ainsi qu'un référent du

bureau de la législation de l'urbanisme (QV4) en charge de son animation. Mais le nombre de membres s'est peu à peu élargi pour accueillir désormais des représentants d'associations d'élus de montagne, de professionnels de la montagne et d'associations de protection de l'environnement qui sont conviés à la réunion annuelle. Actuellement le réseau comporte 72 membres.

### 4.3 Fonctionnement

Une liste de diffusion par messagerie électronique permet



aux membres d'échanger sur les problématiques de l'urbanisme en montagne.

Le fonctionnement du réseau est à la fois ascendant et descendant :

- ascendant : le réseau est consulté à l'occasion de l'élaboration des textes relatifs à l'urbanisme de montagne et lorsque l'actualité législative ou réglementaire nécessite un retour d'expériences des services déconcentrés, par exemple pour contribuer à l'élaboration d'un rapport parlementaire sur l'évaluation de la loi Montagne 2. Il a notamment été consulté dans le cadre de l'élaboration de [fiches thématiques](#) (n° 10 et 11) annexées à l'instruction [TERL1826263J](#) du 12 octobre 2018 sur l'urbanisme en montagne ;
- descendant : diffusion d'actualités diverses,

notamment jurisprudentielles, sur l'urbanisme de montagne, réponse à des cas complexes soumis par les membres du réseau, synthèse et diffusion au réseau des informations qui y sont recueillies.

#### 4.4 Animation

Une réunion annuelle est organisée, avec les services de l'Etat mais aussi avec les acteurs de la montagne (associations d'élus, professionnels, associations de protection de l'environnement...). Cette réunion se tient généralement en deux temps, un sous le format groupe de travail et l'autre consacré à des échanges d'informations sur l'actualité de l'urbanisme en montagne. La première réunion a eu lieu en mai 2019 à la Bresse dans les Vosges et la deuxième réunion s'est tenue le 10 décembre 2020, en webinaire.

## 5. Présentation du réseau commerce, ville et territoires

### 5.1 Origine

Ce réseau a vu le jour en 2017 sous l'impulsion du bureau de la planification urbaine et rurale (QV3). Il compte aujourd'hui environ 900 membres dont, notamment, des collectivités territoriales, des fédérations nationales de commerçants, des enseignes nationales, des chercheurs, des chambres consulaires, des services de l'Etat.

### 5.2 Composition et fonctionnement

Lieu de capitalisation, de réflexion et de diffusion de bonnes pratiques, le réseau « commerce, ville et territoire », piloté par les agents du bureau QV3 et coanimé avec la direction générale des entreprises du ministère de l'économie, des finances et de la relance et l'agence nationale de la cohésion des territoires, vise à faire dialoguer les acteurs opérationnels, privés et

publics, de l'aménagement, de la ville et du commerce.

Ce réseau permet de construire une vision partagée de la place du commerce de demain dans l'aménagement des territoires, d'ancrer des pratiques de travail porteuses d'innovation et de renforcer l'ingénierie dans les territoires.

Il a porté, en 2018 et 2019, l'appel à projet « repenser les périphéries commerciales » dont les premiers enseignements ont été publiés en septembre 2020 sur le [site internet du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales](#).

Il publie également chaque mois une veille presse.

Pour adhérer à ce réseau, il vous suffit d'adresser un mail à [commerce-ville-territoire@developpement-durable.gouv.fr](mailto:commerce-ville-territoire@developpement-durable.gouv.fr).



## Nous contacter

Pour toute question, remarque ou pour vous inscrire à la lettre *URBA-Info* :  
[qv4.dhup@developpement-durable.gouv.fr](mailto:qv4.dhup@developpement-durable.gouv.fr)